

# L'AVENIR DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE JOUE AUJOURD'HUI Appel à la grève le 9 février



Deux textes dont certaines dispositions se révéleront nuisibles pour la justice administrative sont actuellement soumis au Parlement :

- le **projet de loi immigration** dont trois dispositions procédurales menacent nos conditions de travail ;

- un amendement visant à **restreindre le champ d'intervention du rapporteur public**.

Ainsi, alors que les pouvoirs publics demeurent sourds à nos appels, devant la perspective de voir se dégrader **tant les garanties offertes aux justiciables** que nos **conditions de travail** et surtout, **la qualité des décisions rendues**,

**L'USMA A DÉCIDÉ D'APPELER L'ENSEMBLE DES MAGISTRATS ADMINISTRATIFS À LA GRÈVE.**

## Procédure contentieuse et rétention des étrangers :

- 1/ **Audiences délocalisées** dans les centres de rétention ;
- 2/ **Augmentation drastique de la charge de travail** suite à l'inversion de l'ordre d'intervention du juge judiciaire et du juge administratif et aux nouvelles décisions à juger ;
- 3/ **Juge unique sur l'interdiction de retour sur le territoire français (IRTF)**, alors que cette mesure, non urgente et non nécessaire à l'éloignement, doit être jugée en formation collégiale.

*Que personne ne s'y trompe ! La réforme des procédures, l'absence de moyens dédiés à sa mise en place et la réduction du périmètre d'intervention du rapporteur public relèvent des mêmes orientations productivistes : **supprimer certaines des garanties offertes aux justiciables pour juger davantage d'affaires au détriment de l'examen approfondi de chaque litige et de l'autorité de la justice.***

## Éviction du rapporteur public :

- Suppression du **double regard** indispensable sur chaque dossier ;
- Disparition de la garantie d'une **collégialité effective** ;
  - Le renoncement aux conclusions du rapporteur public nous engage sur la voie d'une **justice d'abattage** !

**POUR UNE JUSTICE OFFRANT LES MEILLEURES GARANTIES À  
L'ENSEMBLE DES JUSTICIAIBLES**

**POUR LA DEFENSE DU RAPPORTEUR PUBLIC ET DE LA COLLEGIALITÉ**

**TOUS EN GRÈVE LE 9 FÉVRIER**